

LA FRANCE DE 1799 À 1815 : L' « ÉPISODE » NAPOLÉONIEN ?¹

« Épisode » napoléonien ou « ère napoléonienne » ?² « *Vivant, il a manqué le monde, mort, il le possède* ». A partir de 1799 la France reste plongée dans un bouleversement sans précédent, cette fois-ci sous le pouvoir d'un homme, Napoléon Bonaparte, consul de la République, puis empereur des Français. Au bout de dix ans de séismes (1789-1799), la France se retrouve pour une quinzaine d'années dans une condition paradoxale. A l'intérieur, le calme semble revenir durablement permettant une reprise de la vie quotidienne sans les alarmes, les peurs et les conflits politiques, sociaux et religieux des années 1789-1799. En revanche, sauf en 1802-1803, la France reste en guerre contre tout ou partie de l'Europe. Examiner ces « moments » napoléoniens, considérer l'homme, le régime, l'œuvre intérieure et la politique extérieure, tels sont les objets de cette lettre.

I- Les trois moments du Consulat et de l'Empire

À partir de novembre 1799, la France se retrouve, pour une quinzaine d'années, dans une condition plus simple et plus compliquée que lors des séismes révolutionnaires. Plus simple, car le pouvoir politique reste aux mains d'un seul et même homme, Napoléon Bonaparte, premier consul de la République française de 1799 à 1804, puis empereur des Français de 1804 à 1814, puis, près de Cent jours, en 1815. Plus compliquée, car le Consulat et l'Empire sont à la fois une suite et une nouveauté, un complément de la Révolution et un compromis entre deux France, celle des « bonnets rouges » et celle des « talons rouges ».

1 – Du coup d'État de Brumaire an VIII (9 et 10 novembre 1789) jusqu'à la conférence de Tilsit (juin-juillet 1807), comme Premier Consul de la République de 1799 à 1804, comme empereur à partir de 1804, Napoléon opère et réussit un sauvetage sélectif de la Révolution. D'une part, l'héritage social et fiscal de la Révolution est victorieusement conservé, avec, en particulier,

¹ Outre les indications de la lettre 2, **Atlas de l'Empire napoléonien, 1799-1815**, par Jean-Luc Chappey et Bernard Gainot, Paris Autrement, 2015, 96 p. **Atlas des guerres. Les guerres napoléoniennes, 1796-1815**, par Gunther R. Rothenberg, Paris, Autrement, 2000, 224 p. **La France contemporaine, 1- L'Empire des Français, 1799-1815**, par Aurélien Lignereux, éd. de poche, Paris, Éd. du Seuil, 2014, 422 p ; **Histoire et dictionnaire du Consulat et de l'Empire**, par Alfred Fierro, André Palluel-Guillard et Jean Tulard, Paris, Robert Laffont, 1995, VI-1350 p. coll. « Bouquins », nouv. éd., 2009, 1376 p. ; Jean Tulard, **Napoléon ou le mythe du sauveur**, Paris, Hachette, 1979, nouv. éd, 2014, 524 p.; Jean Tulard, **La vie quotidienne des Français sous Napoléon**, Paris, Hachette, 1978, 320 p., réimpr., 1992 ; du même, **La province au temps de Napoléon**, Paris, Editions SPM, 2003, 197 p.; Marcel Baldet, **La vie quotidienne dans les armées de Napoléon**, Paris, Hachette, 1964, 317 p. Jean Tulard (dir.), **Dictionnaire Napoléon**, Paris, Fayard, 1987, 1769 p.; nouv. éd., 2 vol., 1999, 1977 p.; Thierry Lentz, **Napoléon. Dictionnaire historique**, Paris, Perrin, 2020, 1040 p. Les ressources de la Toile sont infinies ; celles proposées par **napoléon.org**, site d'histoire de la Fondation Napoléon, sont précieuses.

² Dans la **Nouvelle histoire de la France contemporaine**, publiée directement en livre de poche dans les années 1970 par les Éditions du Seuil, voir, en deux volumes sortis en 1972, **L'Épisode napoléonien (1799-1815)**, **Aspects intérieurs**, par Louis Bergeron, 254 p. ; **Aspects extérieurs**, par Jacques Lovie et André Palluel-Guillard, 248 p. Ce deuxième volume a fait l'objet d'une nouvelle rédaction sous un autre titre : **La France napoléonienne. Aspects extérieurs**, par Roger Dufraisse et Michel Kérautret, 1999, 334 p.

André Latreille, **L'Ère napoléonienne**, Paris, A. Colin, 1974, 384 p. [Un chef-d'œuvre].

le Code civil des Français. D'autre part, l'instabilité politique et institutionnelle est désormais révolue. L'État se réorganise et se centralise comme jamais, Napoléon ayant plus de pouvoir que Louis XIV dans toute sa gloire. Aussi bien, Bonaparte brise et liquide le mouvement royaliste qui avait pris son essor de 1795 à 1797, obligeant la République au coup d'État du 4 septembre 1797 pour ruiner la victoire électorale des partisans de la royauté³. Bonaparte ne sera pas un Monck français. Enfin, le Premier Consul met fin aux divisions, confusions et persécutions religieuses que les révolutionnaires venaient de prodiguer comme à plaisir pendant dix ans. Le Concordat de Paris entre la France et le Saint-Siège (1801) est un type achevé de compromis pacificateur, tandis que l'État prend en main l'organisation du protestantisme puis du judaïsme.

En regard la paix extérieure reste du domaine du rêve. Certes, de 1799 à 1802, Bonaparte réussit à sauver la France d'une invasion de la deuxième coalition, puis à faire de nouveau la paix avec l'Autriche en 1801 et même la paix avec l'Angleterre en 1802, mettant fin à dix ans de guerre (1792-1802) ! Mais, dès 1803, l'antagonisme franco-anglais l'emporte. L'Angleterre refusant d'évacuer Malte, le 20 mai 1803, Bonaparte annonce la reprise de la guerre. Pour la France, la guerre navale tourne à la catastrophe : abandon du projet de débarquement en Angleterre, désastre de Trafalgar (21 octobre 1805). Avant même cette défaite, la Russie, l'Autriche et Naples fomentent avec l'Angleterre une troisième coalition. L'Autriche est mise à genoux à l'automne 1805 : la France est victorieuse à Elchingen, Ulm, Vienne et Austerlitz. Elle remanie les pays germaniques en créant une Confédération du Rhin, provoquant la disparition du Saint-Empire romain germanique. En Italie, Napoléon chasse les Bourbons de Naples et les remplace par son frère aîné. La République batave devient un royaume de Hollande pour son frère Louis. La Prusse, pourtant choyée, se lance dans la guerre, avec le concours de la Russie, de la Saxe, de la Suède et de l'Angleterre. La Prusse est écrasée en un mois à l'automne 1806 (Iéna, Auerstaedt, Magdebourg). Sans doute, l'armée russe à son tour va être battue en 1807 à Eylau (8 février) puis à Friedland (14 juin). Mais l'entrevue de Tilsit met fin à la troisième coalition. Le 7 juillet 1807, Napoléon n'a plus d'adversaire sur le continent. L'Europe continentale est soit l'alliée, soit la vassale de la France. Et si la guerre, depuis 1803, continue à absorber les énergies françaises, elle reste lucrative.

Pour la masse de la population paysanne, comme pour les grands notables du Consulat et de l'empire, cette dictature de salut public est bien reçue. En regard de la République de la Convention et du Directoire, Napoléon est le sauveur de la France.

2 – Entre 1807 et 1812, un fossé apparaît entre la politique de Napoléon et la France : le sauveur deviendrait-il dangereux ? Dès 1806, le Blocus continental inquiète bien des intérêts industriels et commerciaux. L'agriculture doit tenir compte de ce blocus, comme les ouvriers dont la surveillance policière est rigoureuse⁴. En 1806, le 15 août devient la Saint-Napoléon. La même année, toutes les écoles doivent s'intégrer à une Université impériale. Napoléon impose ses directives aux imprimeurs, aux journaux, aux peintres du Salon. En 1808, apparaît une noblesse d'Empire qui ne remet pas en cause les notables enrichis par la Révolution, mais qui inquiète les plus républicains d'entre eux, que ce soit dans la fonction publique, les professions libérales ou le monde des affaires.

Or, avec la guerre d'Espagne, première guerre qui s'enlise et cesse d'être lucrative, avec le blocus qui devient système napoléonien, avec le conflit entre Napoléon et le pape Pie VII (qui devient aigu à partir de 1809), avec l'économie de guerre et la crise et la dépression économiques de 1810-1811, avec le mariage autrichien et la fondation d'une dynastie (1810-1811), Napoléon inquiète de plus en plus.

À partir de 1808, malgré l'apogée de l'Empire en 1810-1811, se dessine « *le commencement de la fin* ». Le sauveur s'efface devant le despote. À la dictature salvatrice et lucrative succède la tyrannie, une trahison pour les notables attachés à la Nation souveraine, une tyrannie dévoreuse de soldats pour les paysans, le sauveur est un ogre.

³.

⁴ A Paris, un ouvrier gagne 3 francs par jour quand, dans l'administration, un commis gagne 3 000 francs par an, soit 8 francs par jour.

3 - À partir de 1812, Napoléon, et la France avec lui, vont de défaites en défaites jusqu'à la catastrophe de l'invasion et de l'occupation étrangères.

1812 : Russie

1813 : Allemagne

1814 : France

1815 : Belgique

À l'effondrement de l'Europe napoléonienne s'ajoutent, pour la France, la perte des pays annexés, les deux invasions de 1814 et de 1815 et deux occupations étrangères.

Dans ce malheur sans nom (Paris n'avait pas vu de soldats ennemis depuis le XV^{ème} siècle), la Nation -la Grande Nation- est réduite à quia. En 1789, des députés avaient proclamé la France Nation souveraine. Deux fois envahie et deux fois battue, la Grande Nation n'est plus qu'un souvenir: ni les notables bonapartistes, ni les notables républicains ne peuvent s'opposer aux deux retours de Louis XVIII et au rétablissement de la royauté : ce sont les deux Restaurations, celle de 1814 et celle de 1815. Quant au ci-devant sauveur, devenu despote, après son abdication de Fontainebleau (6 avril 1814) il doit se résigner à gouverner l'île d'Elbe ; après sa deuxième abdication à Paris, au palais de l'Élysée (22 juin 1815), il se livre à l'Angleterre qui le déporte dans un îlot de l'Atlantique Sud, où il doit se consacrer à la confection de ses mémoires, et y mourir, en 1821, d'un cancer du foie.

II- Aspects et problèmes de l'époque napoléonienne

Régime personnel, politique personnelle : quelle est la personnalité de Napoléon ? Quelles sont les continuités avec la Révolution ? Quelles sont les nouveautés, voire les ruptures ? Mars, le dieu de la guerre, reste le dieu des années 1799-1815 pour la France comme pour l'Europe : que sont ces guerres de Napoléon, ces guerres françaises, ces « french wars » ? Dans de pareilles circonstances, quelles sont les conséquences humaines, économiques, sociales ? Qu'en est-il du régime politique : est-ce une dictature ou bien une tyrannie ?

1- L'homme

Déterminée par son milieu familial et social, sa personnalité cherche d'abord à se valoriser aux yeux de sa mère, tandis que Napoléon s'initie aux manœuvres politiques à l'école de son père. Le milieu français crée d'abord des mécanismes de défense : son anxiété est contentée par les succès qu'il remporte dans son travail. En revanche, il n'est guère attiré par la religion chrétienne, et guère plus par le sexe. La Révolution lui offre des occasions inattendues dans le domaine militaire : à Toulon contre les Anglais, à Paris contre les insurgés royalistes, en Italie contre les Autrichiens. Ces occasions saisies font que chez lui l'homme public l'emporte sur l'homme privé.

De 1799 à 1815, quels sont les traits permanents de sa personnalité ? L'homme reste de petite taille (1 mètre 68), nerveux, anxieux (l'écriture lui est difficile). Sa capacité de travail est prodigieuse, tant comme homme d'État que comme homme de guerre. Administration ou économie, finances ou théologie, il assimile très vite tous les problèmes, révélant une intelligence étendue, une mémoire remarquable et une vive imagination. Homme de théâtre et de propagande, il a une personnalité attachante, voire magnétique. Homme d'autorité, il a l'instinct du commandement. Ni le soldat, ni le politique ne doivent faire oublier le penseur. Napoléon a sa place dans le mouvement des idées. S'il est peu au courant des écrivains allemands ou anglais, ce mathématicien connaît ses classiques, mais aussi Vico, Montesquieu ou Buffon. Son anthropologie se nourrit de l'athéisme d'un Condillac, d'un d'Holbach ou d'un Diderot. Son historicisme lui fait apprécier Bossuet historien. Rationaliste, il a le goût de l'égalité civile et de la tolérance religieuse, c'est un homme du XVIII^{ème} siècle. Par son goût de l'ordre et de l'État, c'est aussi un classique. Mais, jamais satisfait, associant imagination et mélancolie, c'est un romantique : « *Les grandeurs m'ennuient, le sentiment est desséché, la gloire est fade. A vingt neuf ans, j'ai tout épuisé.* »

Joséphine de Beauharnais est l'amour de sa vie, les autres femmes ne sont guère que des passades, sauf, peut-être, Marie-Louise d'Autriche. Aussi bien, les plus belles femmes de son temps se refusent, ce qui donne à penser sur les limites de son charisme.

Avec le temps, l'homme change. En 1799, à 30 ans, Bonaparte est un homme mince, voire maigre. En 1814, à 45 ans, l'homme est bedonnant et empâté. Le surmenage apparaît. Tout en devenant conservateur, Napoléon est gagné, en sens inverse, par une ambition démesurée, irréaliste.

2- Napoléon et la Révolution : continuité ou rupture ?

« *La Révolution est finie !* », « *je suis la Révolution !* » : l'ère napoléonienne tient dans ces deux apostrophes du chef de l'État.

La continuité est spectaculaire. C'est à la Révolution française que Bonaparte doit son destin à deux titres : elle lui ouvre la carrière, elle lui permet de prendre le pouvoir. Tant que la Révolution est impérialiste (Belgique et rive gauche du Rhin ; républiques « sœurs »), la puissance française reste inacceptable pour l'Europe. Non seulement Napoléon doit son destin à la Révolution, mais encore il lui reste fidèle en consolidant un triple héritage de 1789 : la propriété quiritaire (Code civil), l'égalité civile (la noblesse d'Empire n'est pas une noblesse de naissance) et la tolérance religieuse. Ce n'est pas tout, sous trois autres rapports, la continuité n'est pas moins spectaculaire :

primo, la presse muselée, les élections truquées, l'opinion domestiquée, c'est un héritage des révolutions jacobine (1791-1795) et néo-jacobine (1797-1799) ;

secundo : la confusion et la concentration des pouvoirs publics, la justice au service du pouvoir, la détention arbitraire, la police politique continuent la Révolution ;

tertio, le refus de toute restauration de la royauté, le maintien de Louis XVIII en exil, l'exécution du duc d'Enghien sont en continuité avec 1792 et 1797.

Dès lors, Napoléon despote ou libérateur est un faux problème. Dans le sillage de la Révolution, il est à la fois l'un et l'autre. Partout où il est le maître, il libère la propriété de la dîme, de la féodalité et de la corporation ; il libère les consciences par l'égalité civile et la tolérance religieuse. Dans le même temps, c'est un despote conquérant. Aussi, comme en 1789-1799, les oppositions n'ont pas droit de cité, elles sont pourchassées, qu'elles soient populaires (résistances à la conscription militaire) ou de type politique (néo-jacobins⁵, militaires, libéraux⁶, royalistes⁷).

Restent deux ruptures essentielles d'avec la Révolution :

1- Napoléon retrouve et restaure le sens de l'autorité de l'État, du Gouvernement, comme l'avait fait Louis XIV, selon des modalités plus harmonieuses et plus efficaces pour Napoléon que pour Louis XIV, l'État étant libéré des libertés, privilèges et contraintes d'une société nobiliaire et corporative. La Révolution ayant atomisé la société et établi un artefact -le peuple- comme souverain, que fait Napoléon ? Il agit à la fois sur le plan social et sur le plan politique. Sur le plan social, il jette dans la société individualiste des masses de granite : la Caisse d'amortissement, la Banque de France, le franc à 5 grammes d'argent (franc Germinal), la Cour des comptes, le cadastre ; et aussi les lycées et la Légion d'honneur. Sur le plan politique, tout en gardant le peuple comme source de la souveraineté, il réussit à établir un État centralisé, comme jamais la France n'en avait connu : chef de l'État, préfets, sous-préfets.

2- Quant au domaine religieux, la rupture avec la Révolution est spectaculaire. Non seulement Bonaparte négocie avec la papauté (ce que les révolutionnaires avaient toujours refusé, au

⁵ En 1801, 130 néo-jacobins sont tués, emprisonnés ou déportés aux Seychelles et en Guyane ; en 1807, rafle d'anciens membres du Tribunal révolutionnaire ; en 1813, les survivants en sont réduits à s'allier avec les royalistes !

⁶ Jean-Baptiste Say, Benjamin Constant ou Germaine de Staël.

⁷ Qui réussissent cependant à s'infiltrer dans les services de l'État, tout en fondant une efficace société secrète : les Chevaliers de la foi.

nom de la Nation souveraine), mais encore il soutient l'œuvre de restauration de l'Église de France, même lors de la phase paroxystique du conflit entre lui et Pie VII de 1809 à 1814.

3- Les guerres napoléoniennes

Quant aux guerres du Consulat et de l'Empire, deux problèmes sont à examiner : sont-elles logiques ou accidentelles ? Le chef de guerre est-il un génie ou un ogre ?

1- Guerres logiques ou circonstanciées ?

La guerre (y compris le blocus) sont un héritage de la Révolution. La « Grande Nation » et ses « Républiques-sœurs », ni l'Angleterre, ni l'Autriche ne peuvent les accepter. La guerre entre la France et l'Europe est donc fatale et la paix ne peut être que précaire, en 1801-1802, comme en 1795-1797. Mais cet héritage implique-t-il l'extension de la guerre de l'Espagne à la Russie ? Cette entreprise de Napoléon (un empire, une nouvelle dynastie) relève plus de sa volonté de puissance que des circonstances. En 1810-1811, la France dispose des ressources de la moitié de l'Europe.

L'effondrement de l'impérialisme de la Révolution et de l'Empire est dans l'ordre des choses. « *Tout Empire périra !* »⁸

D'une part l'Europe coalisée finit par mobiliser ses peuples en dépit de la structure patrimoniales des États monarchiques et des contraintes résultant des sociétés nobiliaires et corporatives. Mais elle regorge de diplomates opiniâtres et de contre-révolutionnaires convaincus

D'autre part l'Angleterre fournit un double effort de guerre :

- Un effort financier colossal. De 1790 à 1810, le produit des impôts passe de 429 millions à 1 milliard 500 millions. En 1811, par tête d'habitant, ce sont 71 francs versés au Trésor en Angleterre, contre 20,5 francs versés au Trésor en France, (même si les contributions indirectes quadruplent de 1806 à 1812). A quoi s'ajoutent les emprunts. Bien loin d'être la faiblesse d'une économie spéculative, l'Angleterre montre la force de son crédit. Là où l'Angleterre finance pour lutter contre la France 14, 5 milliards, la France finance ses guerres à 9,5 milliards, malgré l'expansion territoriale et l'augmentation du produit de la contribution foncière grâce aux premiers cadastres.
- Un effort en combattants. En 1813, bien que ne comptant que 18 millions d'habitants, l'Angleterre peut compter sur 150 000 dans la marine, 260 000 dans les troupes terrestres et 70 000 miliciens

L'effondrement de la France, qui se précipite de 1812 à 1815, est un effondrement total : militaire, diplomatique, politique et même culturel (tout roi de France qu'il est, Louis XVIII, en 1815, ne peut pas empêcher la restitution de 2 000 tableaux et 150 statues).

2- Génie ou ogre ?

Dans la stratégie comme dans la tactique, le génie de Napoléon combine le corps d'armée et la manœuvre. En regroupant deux ou trois divisions en un corps d'armée, il dispose d'une masse suffisante soit pour tenir l'ennemi, soit pour l'écraser en une bataille (en position centrale ou en manœuvrant sur les arrières). Il fait preuve de souplesse dans l'organisation de sa ligne de communications. Quant à la tactique, il décide de l'engagement (tirailleurs et infanterie en ordre massif), de l'attaque décisive (artillerie, cavalerie et Garde) et de la poursuite (cavalerie). Son génie excelle dans l'adaptation : « *la guerre est un art tout d'exécution* ».

Les limites sont doubles. Sa stratégie est efficace en Europe occidentale et en Italie du Nord où le morcellement du relief et les distances à parcourir permettent la rapidité des mouvements ; elle échoue dans la grande plaine germano-polonaise, dès 1807, Napoléon étant à la remorque des mouvements russes, et, dès 1808, dans la péninsule ibérique. C'est la fin de la guerre-éclair qui rapportait autant voire plus qu'elle ne coûtait. Sur le plan tactique, la formation de l'infanterie en colonnes de plus en plus massives combinée à la canonnade transforme la bataille en boucherie (Eylau⁹, Friedland, Borodino). Les succès⁹ de 1814 et de 1815 ne sont que des coups de bélier. Sur

⁸ Jean-Baptiste Duroselle, *Tout Empire périra*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1981, 357 p.

⁹ A Eylau, ce sont entre 4 000 et 4 200 morts dans les rangs des armées napoléoniennes.

le champ de bataille, les pertes passent de 2% à Austerlitz à 8,5% à Waterloo ; et toujours plus importantes, les pertes hors combat (blessés, disparus). Pour 470 000 décès enregistrés, les disparus dépassent les 500 000, d'où des pertes pour les armées de terre proches du million, dont près de 700 000 Français. « *Un homme comme moi ne regarde pas à un million de morts* »¹⁰

Et pourtant la population de la France, à territoire constant, se remet à augmenter après la baisse de la Révolution: 28 159 000 en 1801 ; 29 089 000 en 1806 ; 29 380 000 en 1815. Or la natalité baisse d'un point, malgré la nuptialité qui permet d'échapper à la guerre. Ce qui veut dire

- d'une part, que la mortalité générale diminue en quinze ans ;
- d'autre part, que la mortalité infantile diminue tant pour les garçons que pour les filles, grâce aux premières campagnes de vaccination contre la variole, 2 500 000 inoculations étant faites de 1803 à 1811, dont celle du roi de Rome¹¹.
- enfin les réfugiés et exilés de la Révolution (100 000 à 200 000) rentrent en masse à la suite du concordat de 1801 et des traités de paix de Lunéville et d'Amiens.

Cette augmentation de la population se localise au Nord d'une ligne Avranches-Toulon (Ile-de-France exceptée) ; en revanche, la population diminue légèrement en Bretagne, nettement dans les pays de la Loire et de la Garonne comme en Limousin. Les citadins comptent pour 17, 5 %, contre 19 % en 1789, mesurant par là l'ampleur de la désurbanisation de la France sous la Révolution et le Consulat.

Cette augmentation du nombre des habitants ne doit pas faire illusion. Que ce soit en 1815 ou en 1821, la pyramide des âges et la composition par sexes de la France se signalent par un déficit en hommes de 20 à 59 ans, jamais connu auparavant et avant le déficit résultant de la guerre de 1914. De là, la fréquence du célibat féminin (14% des femmes nées entre 1785 et 1789) et des centaines de milliers de naissances en moins. Aussi bien la confiance dans l'avenir et donc le dynamisme de la fécondité reculent. La guerre, comme la terreur des années 1792-1794¹², rendent les populations craintives et donc calculatrices. Depuis 1814-1815, jamais plus la France n'aura les moyens démographiques de mener, seule, une guerre victorieuse en Europe, expédition d'Espagne de 1823 exceptée.

4- Les problèmes économiques et sociaux

1- Une économie active mais perturbée

Le développement économique est manifeste, profitant de la stabilisation monétaire, du protectionnisme douanier, du blocus continental et de la tendance des prix à augmenter. De là une hausse du pouvoir d'achat des salaires (le salaire nominal augmente de 20 % et le coût de la vie de 16 %), une hausse de la rente foncière (le produit des fermages en argent augmente de 50 %) et une hausse du profit manufacturier (de 15 à 50 %). Mais cette croissance est minime et fragmentaire dans l'agriculture. Quant à l'industrie, la croissance n'est, le plus souvent, qu'une récupération : en 1800, la production représente 60 % de celle de 1788 ; en 1810, la production dépasse celle de 1788 de 50 % ; elle s'effondre de 1811 à 1815. Quant au grand commerce, l'essor du commerce terrestre ne compense pas l'effondrement du commerce maritime. Aussi bien, de 1800 à 1815, il n'y a d'essor qu'en 1804 et en 1808-1809, sinon la France essuie 12 ans de crises ou de marasme de deux types :

¹⁰ Napoléon à Metternich, in Jacques Dupâquier, *La population française aux XVIIe et XVIIIe siècles*, Paris, P.U.F., 1979, p. 83. La chronologie des pertes est la suivante : 96 000 sous le Consulat ; 198 000 de 1805 à 1809 ; 555 000 de 1810 à 1814 ; 30 000 en 1815. Du côté des Alliés, sans doute 2 000 000 de morts et de disparus, dont 726 000 en 1813 et 1814. Par pays, la Russie perd un demi-million d'hommes, l'Autriche et la Prusse tout autant, les Anglais, 300 000.

¹¹ Louis XVI avait fait vacciner le Dauphin. Pour les filles, la mortalité infantile est de 21,5% des naissances pendant la Révolution, de 18,4 en 1800-1809 et de 18 en 1810-1819 ; chez les garçons, 25, 7, 20,9 et 21, 5.

¹² Nord et Alsace exceptée, la France terroriste et terrorisée de 1793 est aussi la France malthusienne et déchristianisée.

-la crise et la dépression classiques liées à une mauvaise récolte, c'est la crise de 1811-1812 ;
-la crise de type napoléonien, crise financière et crise de confiance, ce sont les crises de 1805-1807, 1810-1811 et 1812-1814.

2- Une société entre fusion et discrimination

La discrimination est manifeste dans la fiscalité et dans la conscription militaire. La fiscalité se signale par le retour en force de l'impôt indirect, bien amorcé par le Directoire de 1795 à 1799. Cet impôt de consommation, frappant plus lourdement la masse modeste et pauvre de la population que la classe supérieure de la société, est d'un meilleur produit que l'impôt direct. Quant à la conscription et au remplacement militaires, ils révèlent toutes les inégalités sociales et régionales.

La fusion des élites (ni bonnet rouge, ni talon rouge) est remarquable dans le corps préfectoral et au Conseil d'État. C'est le retour des nobles dans la diplomatie et l'administration. Chez les préfets, la part des anciens membres des assemblées révolutionnaires passe de 50 % à 30 % (la part des hommes de loi tombant d'un tiers à 20 %), la part de l'ancienne noblesse passe de 25 % à 50 %.

5- Les succès et les échecs religieux

La pacification religieuse se manifeste par les accords de 1801 et 1804. En 1801 est signé le Concordat de Paris qui met fin à la crise religieuse ouverte par la Révolution dès 1789. La France reconnaît la liberté de l'Église comme une liberté publique, le pape reconnaît la République française (comme Pie VI au traité de Tolentino en 1797), l'abolition de la dîme et la vente des biens de l'Église, sans réparations ni indemnités. En échange, l'État prend à sa charge la rémunération du clergé. Les évêques sont nommés par le Gouvernement et institués par le Pape (comme avant la Révolution), les curés sont nommés par les évêques, avec l'agrément de l'État. En 1804, Pie VII accepte de venir à Paris pour sacrer Napoléon, le 2 décembre ; en 1805, le calendrier républicain (toujours refusé par la masse des Français depuis quatorze ans) est abandonné pour le calendrier grégorien. Dans le même temps, les citoyens, à Lyon puis à Paris, font au pape un accueil chaleureux, voire triomphal, point de départ d'un mouvement ultramontain puis missionnaire qui devait vite l'emporter sur toutes les formes de gallicanisme et faire de la France au XIX^{ème} siècle le premier foyer missionnaire de la catholicité.

Dès le 13 novembre 1805, Pie VII menace Napoléon d'une rupture diplomatique, si l'indépendance des États de l'Église n'est pas respectée et si la politique ecclésiastique, notamment en Italie, consiste à confisquer les libertés et les biens de l'Église. A quoi Napoléon répond : « *Votre Sainteté est souveraine à Rome, mais j'en suis l'empereur* » (13 février 1806). Dès lors s'ouvre une crise majeure aboutissant à la deuxième destruction du Saint-Siège par la France : occupation de Rome par l'armée française (1809), enlèvement et déportation du pape vers le Dauphiné avant de redescendre à Savone, près de Gênes, puis à Fontainebleau, où le pape arrive mourant le 19 juin 1812. La réplique du pape est double : 1- excommunication des tous les auteurs de la spoliation des États de l'Église (12 juin 1809); 2- refus d'investir canoniquement les évêques nommés par Napoléon. En suspendant ainsi sa mission apostolique, le pape conduit l'empereur au bord du schisme césaro-papiste. Mais ni le concile national de Paris (1811), ni l'emprisonnement ou l'exil des évêques les plus récalcitrants, ni le concordat de Fontainebleau (1813), ni la multiplication des diocèses sans évêque, ne viennent à bout de la résistance de Pie VII. Le 10 mars 1814, Pie VII est libéré, doublement vainqueur sur le plan spirituel comme sur le plan temporel. De retour dans ses États, acclamé par ses sujets le 24 mai, il restaure, par la bulle *Sollicitudo omnium ecclesiarum* (7 août 1814), la Compagnie de Jésus dont les puissances européennes étaient venues à bout en obligeant le pape Clément XIV à la supprimer par le bref *Dominus ac redemptor* (21 juillet 1773).

L'œuvre pacificatrice du Premier Consul est ainsi détruite par l'Empereur. La masse des catholiques se détache de lui et le clergé se trouve gagné à la cause du retour en France de Louis XVIII.

6- Dictature ou tyrannie ?

Grecs et Romains ont distingué clairement la dictature de la tyrannie : la dictature est un régime de salut public, circonstanciel, provisoire en attendant un retour à la normale ; la tyrannie est un despotisme durable.

Que le Consulat soit une dictature, c'est un fait avéré. Les notables et dirigeants révolutionnaires, inquiets depuis 1795 de leur caractère minoritaire en regard de la France royaliste, ont besoin d'un homme fort, d'un sauveur en face des périls intérieurs et extérieurs. Bonaparte stabilise la France, là où l'Assemblée constituante et le Directoire ont échoué. Par la guerre hors de France, il absorbe une partie de la jeunesse, tout en épargnant les fils des notables grâce au remplacement militaire. Une dictature de salut public au bénéfice des nantis de la Révolution et une pacification religieuse pour la masse de la population grâce au Concordat, telle est la signification du Consulat et de l'Empire.

Mais, avec la noblesse impériale, la guerre d'Espagne, le système familial, le mariage autrichien et la naissance d'un héritier, donc la fondation d'une quatrième dynastie¹³, les grands notables s'inquiètent. Napoléon cherche à transformer la dictature en tyrannie : le sauveur s'efface devant le despote. De cela ni les notables issus de la Révolution, ni les royalistes ne veulent. Pour tourner ces catégories dirigeantes ou influentes, le tyran doit s'appuyer sur la masse de la population. L'Empire est-il populaire ? Non, car villageois et citadins s'insurgent contre la guerre et la levée des conscrits. Despote pour les uns, ogre pour les autres, Napoléon inquiète donc la masse de la population. La conspiration du général Malet (22 octobre 1812) révèle l'échec de Napoléon sur le plan dynastique. Personne, ni parmi les conjurés, ni parmi les défenseurs du régime, ne pense au roi de Rome comme Napoléon II. Napoléon reste un tyran, il n'est pas un monarque. La monarchie impériale n'est qu'un manteau : la seule légitimité de Napoléon est la victoire, sa seule justification la défense de deux « conquêtes » de la Révolution : l'abolition de la dîme et de la féodalité d'une part et la vente des biens nationaux d'autre part, bref la sacralisation de la propriété quiritaire. Aussi, avec les défaites de 1812, 1813, 1814 et 1815, Napoléon s'effondre dans une atmosphère d'apocalypse, qui révèle l'affaiblissement de la France, envahie deux fois en 1814 puis en 1815.

xxx

x

Ainsi, par le déroulement de la politique napoléonienne, la France reste haletante, malgré une rapide et solide stabilisation administrative, religieuse et sociale. Chronologiquement, avec un gouvernement de quinze ans, il s'agit d'un épisode. Mais, géographiquement, la France se dilate aux dimensions de l'Europe : 130 départements en 1811, 134 en 1812 ; il y a donc un espace napoléonien. Aussi bien, chronologiquement de nouveau, tant en Europe qu'en France, la réorganisation voulue ou cautionnée par Napoléon, s'avère durable, de telle sorte que l'épisode napoléonien est aussi l'ère napoléonienne.

Dans l'histoire de la France où, avec la révolution de 1789, le fil de soie de la légitimité a été sectionné, il apparaît comme un sauveur. La restauration de la royauté va-t-elle recoudre solidement le fil de la légitimité ? Dans ce cas, la Révolution, le Consulat et l'Empire deviendront une parenthèse prometteuse¹⁴ et/ou malheureuse¹⁵ et Napoléon, le premier des sauveurs d'une France abîmée.

¹³ Après les Mérovingiens, les Carolingiens et les Capétiens.

¹⁴ Claude Mazauric, **1789. La Révolution de France. À propos de la Révolution française**, Paris, HDiffusion, 2019, 104 p.

¹⁵ Xavier Martin, **La France abîmée. Essai historique sur un sentiment révolutionnaire, 1780-1820**, Poitiers, Dominique Martin Morin, 2009, 264 p. ; éd. de poche, 2014, 271 p., rééd., 2019 et **L'homme rétréci**

En 1814 et en 1815, dans une crise colossale, externe et interne, alors que les vainqueurs de Napoléon occupent Paris et la province, l'heure est à la royauté, l'heure est à la famille royale exilée et décapitée, les Bourbons, la Maison de France : l'heure de Louis XVIII sonne deux fois. La France entre dans une nouvelle ère avec comme urgence, de se relever au dehors comme au dedans. Que va faire le roi de retour dans une France dont la puissance politique et démographique est en recul non seulement relatif, mais absolu ?

Dans le long terme, si les masses de granite ont été durables (les codes, les décorations), l'État centralisé a été et reste le principal de l'héritage, sans oublier ni l'État enseignant, ni l'État légiste, même dans le domaine religieux : la loi de 1802, qui inclut le concordat de 1801, règle les rapports de l'Église et de l'État en Alsace (Bas-Rhin, Haut-Rhin) et en Lorraine (Moselle), comme les institutions protestantes.

Quant au sauveur, Napoléon en offre un archétype. Il ouvre la voie à Cavaignac et à Louis-Napoléon Bonaparte en 1848, à Thiers en 1871, à Clemenceau en 1917, à Pétain en 1940, à De Gaulle en 1944 et en 1958 ; Sainte-Hélène « annonce » Chileshurst, l'île d'Yeu et Colombey. De tous ces sauveurs, Napoléon est-il le plus grand ? Les suivants ne sont-ils que sa caricature ? La question reste ouverte, obscurcie par la légende napoléonienne, qu'elle soit noire ou dorée.

Ce recours de la France à des sauveurs est-il la conséquence des coups portés à la légitimité de la royauté en 1791-1793, et de sa ruine par la révolution de 1830 ? La question reste également ouverte.



La France en 1801



La France en 1812



La France en 1815